



La « pause » sur les exportations militaires vers Israël doit être confirmée et doit conduire à un embargo

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 15 mars 2024

Communiqué du CJPMO

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Loi et Justice](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Montréal, le 15 mars 2024 — Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) fait preuve d'un optimisme prudent face aux [informations](#) selon lesquelles le Canada a interrompu ses exportations militaires vers Israël, y compris des produits prétendument « non létaux », mais attend une confirmation officielle de la part de la ministre des Affaires étrangères, Mme Joly. Si ces informations sont vraies, CJPMO estime qu'il s'agit là d'une avancée majeure pour mettre fin à la complicité du Canada dans la guerre d'Israël contre Gaza. Cependant, en l'absence d'une annonce, on craint que ces fuites ne fassent partie d'une campagne de désinformation visant à supprimer l'élan populaire en faveur d'un embargo. CJPMO insiste sur le fait que de plus amples informations sont nécessaires pour évaluer si la politique canadienne répond de manière adéquate au risque pour les droits de la personne à Gaza, et réitère sa demande que la ministre Joly impose un embargo complet sur le commerce militaire avec Israël.

« Le Canada doit faire preuve d'ouverture et de transparence quant à son approche des exportations militaires vers Israël, plutôt que de se fier à des fuites calculées dans la presse », a déclaré Michael Bueckert, vice-président de CJPMO. « Si les rapports sont vrais, cependant, la pause annoncée par le Canada sur les exportations soi-disant « non létales » est un aveu majeur que ces biens militaires posent après tout un risque sérieux pour les droits de l'homme et confirme que la société civile avait raison depuis le début de réclamer un embargo », a ajouté M. Bueckert.

Les rapports des médias suggèrent que le Canada n'a pas adopté une politique formelle et transparente concernant les exportations militaires vers Israël, mais que les fonctionnaires retardent simplement les approbations pour une période inconnue. Comme l'a souligné Project Ploughshares, le Canada [n'a pas informé](#) les exportateurs d'un quelconque changement de politique. CJPMO estime que le Canada devrait adopter une politique claire et publique de rejet de toute licence d'exportation nouvelle ou en attente pour Israël, expliquer ses raisons et définir un calendrier précis pour la révision de cette politique, qui ne devrait pas intervenir avant la conclusion de l'affaire de génocide contre Israël devant la Cour internationale de justice (CIJ).

CJPMO est également alarmée d'apprendre que le Canada [envisage](#) d'exporter trente véhicules blindés vers Israël, que les autorités canadiennes considèrent apparemment

comme « non létaux ». Ces inquiétudes ne sont pas apaisées par la décision du Canada de « ralentir » les approbations, car elle laisse entendre qu'elles pourraient finalement être approuvées. « Cette affaire rappelle beaucoup trop le scandale de la vente d'armes à l'Arabie saoudite, qui était un exemple clair de l'incapacité du Canada à soumettre ses exportations d'armes à un véritable test de respect des droits de la personne. Le Canada ne doit pas refaire la même erreur. La ministre Joly devrait cesser de tergiverser de manière passive et agressive sur l'approbation des permis et rejeter fermement cette demande », a déclaré M. Bueckert.

La prétendue « pause » du Canada fait suite à une période record d'approbations d'exportations militaires après le 7 octobre. Le Canada a [approuvé](#) un montant choquant de 28,5 millions de dollars d'exportations militaires vers Israël entre octobre et décembre 2023, dépassant le total annuel de n'importe quelle année au cours des [trente dernières années](#). De plus, les rapports ont été divulgués alors que la pression populaire pour un embargo sur les armes ne cesse de croître, et à quelques jours seulement d'une [motion](#) de l'opposition du NPD à la Chambre des communes, qui comprend une mesure visant à « suspendre tout commerce de biens et de technologies militaires avec Israël ». CJPMO plaide depuis des mois en faveur d'un embargo sur les armes, aux côtés d'un large éventail [d'organisations de la société civile](#). Une pétition parlementaire lancée par CJPMO pour un embargo sur les armes dans les deux sens a reçu plus de 82 000 signatures, ce qui en fait la 9ème [pétition](#) la plus populaire de l'histoire du Parlement

###

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec :
Michael Bueckert, VP CJPMO
Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient
Téléphone: 613-315-7947
[Courriel CJPMO](#) - [Site Web CJPMO](#)

La source originale de cet article est Communiqué du CJPMO
Copyright © [CJPMO](#), Communiqué du CJPMO, 2024

Articles Par : [CJPMO](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez

demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca